

APPEL DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE DU 4 MAI 2017

Le SNESUP-FSU appelle à barrer la route à l'extrême droite

Le 7 mai, les citoyen.ne.s sont confronté.e.s à un choix difficile entre un néolibéral fasciné par l'uberisation de la société, destructeur des droits sociaux, partisan de l'Europe de l'austérité, et une fasciste tout aussi néolibérale, affichant un projet social de façade, tout en pratiquant un nationalisme xénophobe et raciste. La droite extrême, son histoire en France, ses modèles autrichiens, hongrois, voire des USA, sont à l'opposé de nos valeurs.

La responsabilité des gouvernements, qui, depuis des décennies, se sont succédé, est considérable. Ils ont plusieurs fois piétiné leurs engagements et n'ont pas proposé de réponses à la hauteur des besoins sociaux et des enjeux environnementaux qui concernent l'humanité dans son ensemble.

La situation actuelle est la conséquence directe des politiques néo-libérales, des lois régressives, de l'amputation des droits, du mépris de la démocratie, du démantèlement des services publics, de l'explosion de la précarité et de la systématisation de l'austérité. Le mouvement contre la loi « travail » au printemps 2016 a montré l'opposition d'une majorité de la population et des salarié.e.s aux politiques régressives qui nourrissent la désespérance sociale sur laquelle prospère le Front national.

Le 7 mai, ne prenons pas le risque de voir une candidate et un parti d'extrême droite accéder au pouvoir et mettre la main sur les institutions de l'État. L'armée, la police, la justice et l'éducation pourraient être mises au service d'objectifs totalitaires. En effet, avec le maintien de l'état d'urgence et l'article 16 de la constitution qui donne des pouvoirs exceptionnels au président de la république, les répressions envers les opposant.e.s pourraient être dramatiques et la démocratie serait durablement en danger. Personne n'est certain que le Front National serait disposé à céder le pouvoir par les urnes, quand bien même celles-ci l'y auraient amené.

Pour écarter l'extrême droite, la candidate Le Pen doit d'abord être largement battue. Battre M. Le Pen, c'est voter pour que, rassemblé.e.s dès le 8 mai, nos luttes soient encore possibles. Seul le progrès social, qui suppose notamment un développement et un renforcement des services publics est de nature à renouer les solidarités, à combattre l'exclusion, les stigmatisations et les mises en concurrence systématiques. Des millions de citoyen.ne.s ont exprimé le 23 avril des choix résolument progressistes.

Le SNESUP-FSU comprend et respecte celles et ceux qui répugnent ou se refusent à utiliser le bulletin Macron tant le programme de celui-ci va à l'encontre des aspirations sociales, écologistes et démocratiques. Pour autant, sans aucune adhésion au projet politique, social et universitaire de ce candidat, le SNESUP-FSU appelle les syndiqué.e.s, les universitaires et plus largement l'ensemble de la population, à faire échec à la candidate du Front National et pour cela les invite à utiliser le bulletin de vote Macron. Dès le lendemain du vote, mobilisons-nous ! ■